



## Mouvement patriotique et construction de « l'autochtone » en Côte d'Ivoire

Karel Arnaut\*

### Résumé

Cet article étudie les aspects de la spatialité dans le discours et les formes d'organisation des Jeunes Patriotes en Côte d'Ivoire. Le but est de comprendre la manière dont les identités se construisent dans la communication et l'infrastructure de l'autochtonie. Il s'agit d'un article programmatique dans le cadre duquel la conception d'un schéma analytique est plus importante que l'analyse détaillée de la rhétorique et de l'organisation des Jeunes Patriotes de ces six dernières années en Côte d'Ivoire. Au centre de ce schéma analytique se trouve le concept « d'échelle » tel que développé cette dernière décennie en géographie politique et sociale. Le concept d'échelle nous permet de démontrer la flexibilité de l'autochtonie en tant qu'idéologie et de « l'autochtone » et « l'allogène » en tant qu'identités politiques. Cette souplesse est généralement considérée comme constitutive du succès de l'autochtonie comme concept post-ethnique et post-national en Afrique et ailleurs.

### Abstract

This paper is a survey on space-related aspects in the speeches and ways of organisation within the movement known as 'Jeunes Patriotes en Côte d'Ivoire' (the young patriots in Côte d'Ivoire). It aims at helping to understand the way identities are built through the autochthony's communication and infrastructure. It is a programmatic paper in which the conception of an analytic sketch is more important than the detailed analysis of the rhetoric and organisation during the last six years. At the centre of that analytical sketch, there is the concept of "scaling", as developed during the last decade in political and social geography. The concept of 'scaling' helps us show the flexibility of autochthony as an ideology, and that of "the autochthon" and "the allochthon" as political identities. In general, that flexibility is seen as the basis for the success of autochthony as post-ethnic and post-national concepts in Africa and elsewhere.

---

\* Université de Gand (UGent) Belgique. Email: karel.arnaut@ugent.be.

## Introduction

La littérature traitant de l'autochtonie en Côte d'Ivoire a abordé de nombreuses dimensions de ce phénomène.<sup>1</sup> Cependant, on pourrait détecter un léger parti pris en faveur des aspects socio-économiques, idéologiques et politiques (voir Marie 2002 ; Chauveau et Bobo 2003 ; Banégas 2006, 2007 ; Marshall-Fratani 2006 ; Arnaut 2004c) et une relative négligence des dimensions religieuses, médiatiques, intellectuelles et universitaires – mais voir Dozon (2001), Thérout-Bénoni et Bahi (à paraître), Arnaut and Blommaert (à paraître) et Arnaut (2009, à paraître). Dans cette littérature, la question de la construction identitaire reçoit l'attention qui lui est due. Si Arnaut (2004b) et Banégas (2007) insistent sur la nécessité de faire attention à l'aspect générationnel et à l'affirmation de la « jeunesse », Marshall-Fratani (2006) se concentre particulièrement sur les processus de construction identitaire, d'incertitude et de repli sur soi liés à la violence et au discours de violence qui caractérisent le conflit en cours en Côte d'Ivoire. Dans une large mesure, Marshall-Fratani (2006) développe et affine l'idée selon laquelle les identités autochtones-allochtones seraient extrêmement flexibles (Bayart ; Geschiere and Nyamnjoh 2001 ; Ceuppens and Geschiere 2005). C'est également le postulat de départ du présent article. Par ailleurs, nous suggérons de porter une attention ethnographique aux dynamiques complexes du soi et de l'altérité (Baumann 2004 ; Appadurai 2006) en termes de (ré-) articulations à long terme (Hall 1990 ; Li 2000). Si la plupart du temps, les dimensions temporelles de la construction identitaire sont mises en évidence, il est sans doute ironique que dans le cas des mouvements autochtonistes, les opérations spatiales présentes dans la construction identitaire suscitent moins d'intérêt (mais voir Geschiere and Gugler 1998 ; Marshall-Fratani 2006). C'est à cette question que cet article souhaite apporter une contribution.

La plupart des auteurs s'accordent pour dire que dans leurs formes récentes, « autochtones » et « allogènes » doivent être envisagés comme des identités post-ethniques voire post-nationales (Ceuppens and Geschiere 2005 ; Arnaut 2004a). Dans le cas de la Côte d'Ivoire, l'année 2000 est une année charnière. Dans le contexte de la rédaction d'une nouvelle constitution, les débats sur les conditions d'éligibilité des candidats à la présidence se sont largement répandus dans la population. Le débat selon lequel les deux parents (mère « et » père) ou seulement un des deux parents (mère « ou » père) des candidats aux élections présidentielles devaient avoir la nationalité ivoirienne s'est traduit dans la rhétorique populaire qui entendait distinguer les vrais Ivoiriens (les « *et* ») des Ivoiriens douteux (les « *ou* ») ou des faux Ivoiriens (les « *ni* »). Par la suite, après l'insurrection de septembre 2002, la polarisation lancée dans le milieu des années 1990 et formalisée par les débats

constitutionnels de 2000, était tout à coup territorialisée dans la division entre le nord aux mains des rebelles et le sud aux mains du gouvernement qui se mit à son tour à tracer clairement une opposition entre les « Nordistes » et les « Sudistes ».

En 2000 déjà, Dozon avait noté la montée du caractère post-ethnique et post-national de ces nouvelles formes d'identification en disant que depuis l'introduction de l'idéologie autochtoniste d'*Ivoirité* au milieu des années 1990, « l'akanisation » de l'identité nationale ivoirienne s'était graduellement transformée en « sudisation ».<sup>2</sup> Le présent article défend l'idée selon laquelle cette territorialisation de l'identité mérite d'être creusée à moins de supposer d'emblée que les « Nordistes » et les « Sudistes » sont des étiquettes identitaires monolithiques, ce qu'ils ne sont bien évidemment pas.

En tenant compte des opérations spatiales dans les constructions identitaires, nous distinguons deux dimensions importantes. La première se réfère à des espaces géographiques – comme par exemple « nord » et « sud » – en rapport desquels les identités sont construites (puisque l'identité en autochtonie est ancrée dans des espaces particuliers). La seconde dimension de spatialité dans la construction identitaire fait référence aux espaces concrets d'assemblée et de médiation – comme par exemple « La Sorbonne » – dans lesquels de nouvelles identités sont formulées et balancées dans l'espace public. Par ailleurs, cet article défend l'idée que les deux dimensions de spatialité dans la construction identitaire bénéficient largement du concept analytique « d'échelle ». L'échelle permet la déconstruction de configurations spatiales à la fois physiques, sociales et discursives, et particulièrement dans des opérations complexes qui sont le mieux décrites comme « glocales » de nature.

Le focus empirique de notre analyse de la spatialité dans la construction identitaire est constitué par les groupes de Jeunes Patriotes.<sup>3</sup> Pris dans leur ensemble, ces groupes, allant des habituelles organisations de la société civile à des milices armées, constituent l'incarnation du discours d'autochtonie en Côte d'Ivoire. Cet article est en grande partie consacré à la première dimension et lance la reconstruction historique du discours identitaire lié à la spatialité en Côte d'Ivoire. Pour ce qui est de la deuxième dimension, nous nous contenterons de passer rapidement en revue les soi-disant « espaces de libre expression », qui composent l'infrastructure médiatique dans laquelle le discours autochtoniste « prend place ». Avant d'entamer cette analyse, examinons de plus près le potentiel analytique du concept d'échelle.

### **Faire de la place à la « glocalisation »**

Une quantité considérable d'ouvrages a été publiée en sciences sociales au sujet de ce qui divise, unit et relie le local et le global (Amin 1997).

Parallèlement, en géographie sociale, politique et culturelle une ligne de recherche s'est développée qui utilise l'échelle comme un instrument analytique important – Uitermark (2002) parle de « littérature de re-classement selon une échelle graduée » (*re-scaling literature*). Ces vingt dernières années, le concept de l'échelle a été repensé dans le contexte d'un revirement vers le social en géographie. L'échelle étend l'idée que l'espace est constitué de manière sociale, à la « reconnaissance bien plus forte que le social est nécessairement constitué dans l'espace » (Massey 1992:80). Alors que dans la géographie, l'échelle était traditionnellement considérée en termes de taille et de niveau, dans la géographie politique elle est vue plutôt en termes de relation. Ainsi dit, le « local » n'est pas appréhendé comme un espace autonome avec des relations extérieures aux espaces à des échelles plus élevées (régionale, nationale, ou globale) mais en tant qu'entretenant des liens cumulatifs qui sont « en fait des relations « internes » qui constituent ensemble « le local » » (Howitt 2000:6).

Pour beaucoup d'auteurs qui ont contribué à cette ligne de recherche, l'aspiration était d'arriver à une compréhension plus solide de la mondialisation comme organisation de la circulation des capitaux et du travail dans laquelle l'espace est continuellement restructuré (Swyngedouw 1992:429). Ces restructurations entraînent des luttes continues pour créer des lieux (Massey 1999:21-22). Cela implique des « redéfinitions d'échelles [qui] modifient et expriment des changements dans la géométrie du pouvoir social en renforçant le pouvoir de certains et en dépouillant d'autres de leurs pouvoirs » (Swyngedouw 1997:169). C'est, en définitive, ce que le terme « glocalisation » essaie de saisir: la désagrégation progressive postfordiste de l'État-nation et sa restructuration contestée « tant aux niveaux supranationaux ou globaux qu'à l'échelle individuelle, des configurations locales, urbaines, ou régionales » (Nielsen et Simonsen 2003:914). Le terme « glocalisation » sert ainsi à exprimer l'intégration mutuelle du local et du global (et tous les niveaux intermédiaires) – une chose à laquelle la littérature fait souvent référence en définissant les échelles comme « emboîtées », c'est-à-dire de manière relationnelle, dialectique et « simultanée » (Howitt 2000:8).

En dehors du terme « glocalisation » qui est maintenant d'utilisation courante, la théorisation de l'espace, du lieu et de l'échelle en géographie, commence à peine à faire son entrée dans l'anthropologie (Crehan 1997 ; Corsín Jimenez 2003 ; Arnaut 2005). Évidemment, cela n'a pas empêché les anthropologues de réfléchir sur les interconnexions globales-locales et même de définir leurs propres modèles d'analyse des échelles. Outre la littérature sur l'autochtonie, les idées d'Appadurai (1996, 1999, 2006) ont été largement relayées. Celles-ci partagent, avec la littérature de l'échelle mentionnée plus haut, la conviction que « l'organisation capitaliste et de la discipline du travail »

ont consisté en une série d'opérations de longue haleine impliquant les personnes et l'espace (migration, expropriation, colonisation forcée, stéréotype concernant certains types de travaux, etc.) (Alonso 1994:382). Alors que la mondialisation radicalise ces processus, l'on observe comment les identités politiques anciennes et nouvelles émergent, en tentant de fixer ces « mobilisations ». L'on pourrait soutenir que les mouvements d'autochtonie sont des efforts pour fixer les espaces et les identités l'un sur l'autre.

Ainsi, un certain nombre d'articles sur les mouvements d'autochtonie en Afrique les situent dans une oscillation entre mondialisation et localisation, impliquant un flux global et une fermeture culturelle voire ethno-nationaliste ou nativiste (Geschiere and Meyer 1999 ; Bayart et al 2001). La manière dont se fait l'interconnexion entre ces deux notions est plus largement établie par Appadurai (1996) qui comprend les interactions entre le local et le global en termes de cascades afin de saisir « l'inspiration globale » ainsi que « la véritable intimité » des constructions d'identité, des antagonismes ethniques, et de la violence qui parfois jaillit d'elles. Appadurai voit largement circuler « des identités à grande échelle » (*large scale identities*) s'insinuant dans les discours locaux et les antagonismes sociaux et menant par la suite à ce qu'il appelle des « implosions ». Bien que le terme « cascade » suggère fortement le caractère directionnel (du haut vers le bas), Appadurai prend soin de décrire ceci comme un processus interactif :

Les sentiments locaux sont le produit des interactions à long terme des cascades locales et globales d'événements qui créent des structures du sentiment (*structures of feeling*), qui sont sociales et historiques et font partie de l'environnement dans lequel, progressivement, il devient possible de voir un voisin comme un monstre, un boutiquier comme un traître étranger, et un commerçant local comme un impitoyable exploitateur (1996:153).

Plus récemment, Appadurai déclarait ceci (2006:1000) : « les régions, les nations et les villes sont en mesure de produire des répliques fractales complexes de combats plus vastes » de telle manière que par exemple « les tensions entre l'Inde et le Pakistan prennent des formes mutantes à niveaux et échelles divers : le global, le national, le régional et l'urbain ». L'histoire de l'identité politique de l'autochtone ivoirien peut être relatée dans la perspective du modèle de cascade mais le concept d'« échelle » avec lequel Appadurai flirte ici mérite selon nous un développement et une application plus systématiques. Dans la partie suivante, nous observerons comment les catégories et les identités qui proviennent des arènes idéologiques globales (théorie de la dépendance, multiculturalisme, etc.), se reflètent dans des antagonismes nationaux (régionaux, sociaux et « ethniques »). Successivement et de manière cumulative, ils entraînent la construction de « l'allochtone » et

une série de types d'étrangers associés qui sont confrontés à l'autre encore plus vaguement défini comme « autochtone » ivoirien. Dans la partie qui suit, nous réinterprétons ce phénomène à l'aide d'un concept d'« échelle ».

### **L'invention et la réinvention de l'autochtone ivoirien**

**Les années 1980.** L'économie des plantations de café et de cacao de la Côte d'Ivoire est née sous la colonisation et s'est développée après l'indépendance en 1960. L'admiration extérieure pour le pays – souvent exprimée par l'épithète « miracle » (*miracle ivoirien*) – fait référence principalement à son économie extravertie basée sur la migration qui a fonctionné comme source d'emploi et/ou de richesse relative pour les élites nationales, pour les ressortissants venant d'une grande partie de l'Afrique occidentale, ainsi que pour les Européens, les Américains et d'autres investisseurs internationaux. Pendant les années 1960 et 1970, la Côte d'Ivoire était connue comme un pays non seulement de réussite économique mais également de paix sociale et de stabilité politique. Les premières fissures dans le miroir apparurent dans les années 1980 quand en même temps qu'une crise profonde de l'économie, le consensus politique fut ouvertement rompu par l'apparition d'un parti d'opposition de gauche – le *Front Populaire Ivoirien* (FPI) de l'actuel Président Gbagbo –, et que la paix sociale fut fortement perturbée par l'éruption régulière de protestation de la société civile contre le régime du Président Houphouët-Boigny (1960-1993) et le régime de parti unique du PDCI (*Parti Démocratique de Côte d'Ivoire*).

Le parti socialiste FPI (et d'autres partis de gauche) est né d'un mouvement d'opposition anti-Houphouët qui existait depuis les années 1950. Les options idéologiques de ce mouvement étaient divergentes – mettant les nationalistes à côté des communistes – mais dans le cas du FPI, il est important de comprendre que cette opposition politique s'est articulée à partir des zones périphériques telles que la région Bété dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Depuis les années 1950, la région Bété était devenue la nouvelle frontière de l'économie des plantations plus que jamais expansibles. En même temps que des flux massifs de personnes « allogènes » (nationaux et non nationaux) devenaient soit les nouveaux propriétaires des terres, soit s'installaient en tant que travailleurs immigrés, on assista à l'apparition d'un ethno-régionalisme Bété parmi ses élites. En s'appuyant sur les idées des partisans de la théorie de la dépendance tels que André Gunder Frank et, principalement, Samir Amin (1967), les idéologues de gauche firent la distinction entre l'impérialisme des capitalistes en France et au-delà, et celui des élites politiques et économiques ivoiriennes qu'ils voyaient comme des proches collaborateurs des capitalistes lointains. À cet égard, le fait que les rapports entre les deux catégories d'ennemis politiques soient souvent formulés dans des métaphores

« culturelles/religieuses » est important. Ainsi, les capitalistes opérant localement sont présentés comme « masquant » ou protégeant les intérêts des impérialistes lointains.<sup>4</sup> Désignés comme des « vampires » ou des « sorciers » – « identités prédatrices » (Appadurai 2006) par excellence, – les exploiters proches sont présentés comme des personnes suçant le sang/la vie (c'est-à-dire les ressources économiques et culturelles) des nationaux, ressources qu'ils évacuent ensuite vers des centres globaux d'exploitation capitaliste lointains et inaccessibles (Amondji 1984 ; Gbagbo 1983).

Ainsi, en combinant les schémas idéologiques internationaux aux expériences régionales et sociales, et aux constructions « culturelles/religieuses », les gauchistes ivoiriens des années 1980 articulèrent leur opposition sur un antagonisme entre une vague catégorie de « nationaux » exploités, dépossédés, subalternes ou périphériques (souvent marqués de l'étiquette de « peuple ivoirien ») et une double catégorie d'étrangers : (a) les élites nationales et locales visibles et proches et (b) les capitalistes transnationaux en grande partie lointains et invisibles y inclus les néo-colonialistes français. Dans ce schéma, les travailleurs migrants les plus pauvres étaient perçus de manière ambiguë comme des victimes et des instruments du capitalisme exploiteur (Arnaut 2004a).

**Les années 1990.** Renforcée par les développements internationaux vers la démocratisation, l'opposition de gauche réussit en 1990 à obliger le PDCI et Houphouët-Boigny à abroger la règle du parti unique. Avec l'introduction du multipartisme, les millions de travailleurs migrants devinrent une force électorale puissante et dès l'abord, leurs élites définirent leur circonscription électorale en termes régionaux tels que « du Nord » avec toutes ses connotations d'émigration et de dépopulation, de pauvreté et autres, par opposition au Sud comme lieu d'immigration, de richesse économique, et de pouvoir politique. Alors que les revendications pour l'affirmation du Nord étaient au début formulées par des fractions dans l'ancien parti au pouvoir, après la mort de Houphouët-Boigny en 1993, elles entraînèrent la dissolution du PDCI et menèrent à la formation d'un nouveau parti politique, le RDR (*Rassemblement Des Républicains*) en 1994. Dans la bataille qui s'en suivit entre d'une part, le nouveau RDR dirigé par, notamment, Alassane Ouattara, et, d'autre part, le « vieux » PDCI dirigé désormais par le Président Henri Konan Bédié, ce dernier se repositionna comme plus « nationaliste » contre le RDR libéral (conservateur) et « internationaliste » basé sur les immigrés.

Pour exprimer leur propre nationalisme et rejeter l'internationalisme du RDR, les porte-parole et les idéologues du PDCI eurent souvent recours à des idées et des métaphores développées par l'opposition anti-Houphouëtiste d'avant 1990.<sup>5</sup> Les anciennes idées qui furent notamment récupérées



concernaient (a) la culture nationale et (b) la double identité/localité des impérialistes (locaux et globaux). En commençant par le dernier aspect, le président du RDR et ancien Directeur du FMI, Alassane Ouattara, fut traité comme un représentant de ses électeurs immigrés, et accusé d'être un non-Ivoirien (Burkinabè) se faisant passer pour un Ivoirien – on parle de « vagabondage de nationalité » – mais qui était en fait un émissaire (« le cheval de Troie ») des centres de pouvoir des capitalistes transnationaux (tels que le FMI). Deuxièmement, le nationalisme du PDCI s'exprima dans une rhétorique culturaliste d'un genre nouveau. Pour cela, les idéologues du PDCI récupérèrent les idées de gauche existantes au sujet de la culture indigène nationale (par opposition à la Francophonie, à l'Occident) et les insérèrent dans le discours du multiculturalisme naissant des années 90, quoique d'un genre quelque peu essentialiste et fondamentaliste (voir Stolcke 1995). À l'aide de ces deux courants d'idées, se tissa le concept d'une culture nationale plurielle mais pourtant unifiée nommée *Ivoirité*, dans lequel le terme « autochtone » fut mis en avant.<sup>6</sup> C'est ainsi que nous voyons, dans un livre qui développe les idées naissantes portant sur l'Ivoirité, l'éminent anthropologue ivoirien Niangoran-Bouah (1996) dénombrer « les tribus autochtones de Côte d'Ivoire ». Un des aspects délicats de cette liste fut que la plupart des peuples autochtones provenaient du sud du pays. Ainsi le nord du pays était assimilé aux migrants et aux « allogènes » qui y vivaient (voir Arnaut 2009 à paraître).

Dans le discours culturaliste de *l'Ivoirité*, le profil culturel d'une circonscription électorale du Nord se matérialisait le long des lignes ethniques telle que le « Dioula » et des lignes religieuses comme « l'Islam » et, de manière plus importante, était qualifié de périphérique à la culture nationale. Enfin, avec en toile de fond ce nationalisme culturel du PDCI, la nouvelle législation anti-migratoire (limitant la participation politique et les droits économiques des allogènes) fut votée. Les tensions qui résultèrent de ces développements entraînèrent un coup d'Etat vers la fin de l'année 1999 et l'éviction du Président Bédié.

**Les années 2000.** L'épisode le plus récent dans la politique d'identité ivoirienne commence par l'accession au pouvoir du socialiste Laurent Gbagbo en octobre 2000 mais prend une tournure radicale avec l'insurrection militaire contre son régime le 19 septembre 2002. D'une manière générale, avec l'arrivée au pouvoir des socialistes, les anciennes catégories anti-impérialistes des « exploités étrangers » contre les « nationaux exploités » refont surface, ainsi que l'idée que les exploités locaux cachent les impérialistes lointains. Dans ce schéma récupéré, les nouvelles distinctions inspirées de *l'Ivoirité* – (Dioula, musulmans) sont intégrées. Le résultat de tout ceci est clairement formulé par Charles Grogueh, chef à l'époque de la milice patriote le *Groupement des Patriotes pour la Paix* (GPP), une organisation-membre de



l'Alliance des Jeunes Patriotes.<sup>7</sup> Dans un discours, prononcé le jour de la commémoration du premier anniversaire de la rébellion de septembre 2002, Groguhet déclare ceci :

« On est fatigué des Rassemblements des Dioula Renégats, RDR, on est fatigué du Rassemblement Des Rebelles, nous sommes fatigués des intégristes musulmans, nous sommes fatigués et les Ivoiriens sont fatigués des valets locaux de l'impérialisme et du néocolonialisme [*applaudissements*] et les Ivoiriens sont fatigués du néocolonialisme et de l'impérialisme. Oui, nous sommes fatigués en tant que peuple » (Groguhet 19/09/2003) .

Dans la citation ci-dessus, l'auteur dresse une liste des « Autres » qui permet l'identification de l'ennemi par opposition au « nous » collectif censé représenter l'identité singulière de l'Ivoirien « en tant que peuple ». Comme nous l'avons dit, la liste des ennemis des Ivoiriens de Groguhet combine les ennemis « historiques » de l'opposition de gauche, c'est-à-dire les impérialistes et les néo-colonialistes, ainsi que leurs « valets locaux » et les « étrangers » de la période de *l'Ivoirité* des années 1990 (les Dioula, les musulmans et le RDR). En conclusion, à travers des jeux de mots sur « rebelles » et « républicains », le RDR est profondément associé à l'insurrection de septembre 2002.

Comparée aux caractérisations des « ennemis étrangers » par d'autres membres du mouvement patriotique, la liste de Groguhet est plutôt conservatrice car elle récupère simplement des catégorisations existantes. D'autres, tels que le Ministre Bohoun Bouabré (Washington Press Club, 30/09/2002), actualisèrent cette liste en identifiant les rebelles à des terroristes musulmans probablement reliés à ou au moins inspirés par ceux qui furent responsables des événements du 11 septembre aux États-Unis. Une autre de ces mises à jour est celle du Président de l'Assemblée Nationale, Mamadou Koulibaly (2003). Koulibaly considère également que les rebelles sont des terroristes mais il ajoute que ceux-ci obéissent aux ordres des autorités politiques françaises qu'il accuse de « gangstérisme d'État ». S'adressant à un auditoire un peu plus jeune, les dirigeants des autres organisations de l'Alliance des Jeunes Patriotes, tels que Charles Blé Goudé usent de la rhétorique panafricaine pour situer la bataille du peuple ivoirien dans un contexte d'éveil de tous les Africains contre le néo-colonialisme actuel ou se servent du discours anti-globaliste pour plaider en faveur de la protection des ressources naturelles nationales et contre la privatisation, afin d'illustrer des points plus généraux sur la souveraineté nationale en danger (Blé Goudé janvier 2003).

En somme, je soutiens que ces identifications divergentes et continuellement changeantes des « ennemis étrangers » qui coexistent dans

le mouvement patriotique, peuvent illustrer le point de vue d'Appadurai au sujet « des interactions à long terme des cascades locales et globales » par lesquelles des antagonismes infranationaux (régionaux, ethniques) sont articulés en termes idéologiques « globaux ». Cependant, la juxtaposition des identités allogènes ne nous permet pas de parler d'une implosion radicale dans un antagonisme linéaire. Les cascades, pour ainsi dire, sont (toujours) visibles. Dans l'ensemble, je pense qu'il est difficile d'analyser une telle situation à l'aide des instruments analytiques d'Appadurai et je suggère que nous utilisions les concepts d'échelles développés en géographie politique.

### **Re-scaling l'allogène – la liste de Groguhet**

La mondialisation, selon Brenner (1997:159) peut être mieux conceptualisée en tant que « reconfiguration et reterritorialisation des échelles de l'espace superposées, et non comme une implosion monodirectionnelle des forces globales dans des espaces sous-globaux ». Ce point est retenu par plusieurs auteurs pour soutenir une vision constructionniste des échelles *qui n'est surtout pas* « un cadre hiérarchique prédéterminé pour ordonner le monde » (Marston 2000:220). Cela a deux conséquences importantes pour le concept analytique de l'échelle. Comme cela a été dit, les échelles sont vues comme « emboîtées », c'est à dire superposées et à la fois simultanées, emboîtées les unes dans les autres de manière dialectique plutôt que condensées (dans le sens de « implosées ») ou hiérarchiques (dans le sens qu'elles apparaissent en série et de manière isolée) (Howitt 2000). En outre, les échelles sont vues comme socialement construites et politiquement motivées « du dessous » et comme offrant « des possibilités à des groupes sociaux de créer leur propre politique d'échelle afin de résister aux constructions d'échelles fondées sur le capital (*capital-centered*) » (Marston 2000:232).

Que les patriotes ivoiriens soient effectivement en train d'infirmer ou de confirmer la construction de ces échelles économiques, est une question que je ne traiterai pas dans cet article. Ce que, selon moi, les réflexions ci-dessus sur l'échelle et la politique des échelles nous aident à faire, c'est de mieux comprendre la liste de Groguhet comme exemple de « cascades à partir du bas ». La liste de Groguhet n'est pas une tentative de fusion des « ennemis étrangers » mais de classement de l'allogène selon une échelle graduée (*scaling*) : il s'agit de différencier d'une manière progressive et même directionnelle des catégories de personnes qui sont situées dans des sphères liées de différentes échelles. En commençant par les Dioula, Groguhet vise aussi bien le niveau ethnique sous-national (Dioula, rebelles), le niveau politique national (RDR) que la région ouest-africaine (Burkina Faso et Mali) où l'on trouve d'autres Dioula ou des personnes parlant Dioula (Bambara) et d'où provient la grande majorité de travailleurs migrants dans le sud ivoirien. Cette

même région, souvent appelée « Le Grand Nord », est mentionnée comme lieu « d'origine » des rebelles (certains d'entre eux sont revenus d'exil du Burkina Faso et du Mali pour diriger ou soutenir l'insurrection de septembre). En re-catégorisant « l'ennemi étranger » en tant que fondamentalistes musulmans, Groguhet passe à des échelles plus globales – un passage qui est répété dans le bond final qui va « des valets locaux » de l'impérialisme à l'impérialisme lui-même.

Considérée comme une tentative de classer « l'ennemi étranger » selon une échelle graduée, la liste de Groguhet ne présente ni une fusion ni une simple différenciation mais plutôt, une série d'identités emboîtées dans laquelle un niveau plus local dissimule un niveau plus global. Pour cela, Groguhet s'appuie sur un modèle d'échelle local (national) qui provient des années 80 tel que la théorie du « masque – écran » des socialistes et qui a été reformulé dans les années 90 dans le contexte de l'Ivoirité en ce qui concerne Alassane Ouattara comme faux national et partisan du capitalisme global. Après l'insurrection de septembre, ce schéma de l'étranger local masquant l'étranger lointain a été encore réarticulé et intégré dans des théories du complot plus complètes sur les étrangers locaux et globaux reliés (« emboîtés »). Cette théorie du complot plus complète, et en particulier celle (assez encyclopédique) de Groguhet, combine la familiarité à la portée globale et offre à son auditoire une compréhension rhétorique d'un monde hostile plus large qui commence par les voisins dioula et s'étend aux bases lointaines du pouvoir du capitalisme global.

Une telle différenciation des espaces emboîtés de l'altérité, ainsi que l'ambition d'avoir prise sur eux, peut être un élément important des mouvements d'autochtonie, comme il ressort de quelques réflexions récentes sur l'autochtonie (voir Ceuppens and Geschiere 2005). Le point de départ de ces réflexions est que l'autochtonie est un phénomène post-national qui se réclame souvent de l'État-nation mais c'est une nation-état en crise, en passe de devenir plus local et global en même temps (Comaroff and Comaroff 2001:254). Dans la même veine, Mbembe (2001:278, 283) soutient que les conflits d'autochtonie éclatent souvent autour des zones infra-territoriales ou extraterritoriales. En survolant les réclamations des mouvements d'autochtonie, Abdulmaliq Simone (2001:25) conclut qu'elles ne visent pas tellement « à mettre le territoire sous le seul contrôle d'une force particulière, mais à permettre aux acteurs locaux de sentir que leurs opérations dans les espaces localisés sont également des conduits vers ou des extensions d'un monde beaucoup plus grand ». Avec l'identification des ennemis locaux en tant qu'acteurs régionaux et globaux, l'effort des patriotes ivoiriens pour mettre politiquement sur la touche, d'expulser physiquement, ou même

d'exterminer leurs co-résidents « dioulas », devient une opération avec des conséquences régionales et globales.

En résumé, insérer le concept d'échelle dans le modèle de cascade d'Appadurai, nous permet de le dépouiller de son orientation monodirectionnelle et hiérarchique et de faire de la place à des efforts locaux/nationaux pour récupérer de manière rhétorique le global en le réordonnant de manière discursive dans les échelles de l'altérité.

En conclusion de cet article, nous aborderons brièvement dans la partie qui suit les espaces physiques concrets dans lesquels se produisent les constructions et opérations discursives que nous avons décrites plus haut. Nous parlons ici des soi-disant *espaces de libre expression* qui se sont multipliés ces 6 à 8 dernières années à Abidjan et dans de nombreuses villes secondaires dans le sud de la Côte d'Ivoire, comme par exemple *La Sorbonne* (à Abidjan).

### « Les sorbonnes » : des espaces aux multiples strates

Sans pouvoir approfondir cette question dans cet article, il est important d'accorder de l'attention à l'espace où se produisent des constructions identitaires-spatiales que nous avons décrites plus haut. Nous n'avons pas choisi le discours de Groguehet au hasard. Il a été prononcé notamment à *La Sorbonne*, un de ces parlements populaires qui sont décrits par de nombreux auteurs comme les *loci* centraux du discours et de l'action de l'autochtonie en Côte d'Ivoire aujourd'hui (Banégas 2007 ; Atchoua 2008). Un phénomène tel que *La Sorbonne* est intéressant en raison de sa position multiple et donc son caractère multi-échelle dans l'espace public. En ce qui concerne la position, *La Sorbonne* est à la fois un espace de rencontre populaire facile d'accès et un lieu prestigieux d'éducation et d'expertise. En termes d'échelle, *La Sorbonne* a le côté direct d'une rencontre à petite échelle et un impact tant au niveau national qu'international tant dans les médias que dans la sphère politique (Bahi 2001, 2004 ; Silué N'Tchabétien 2006).

Le positionnement multiple et la petite échelle des « espaces de libre expression » en général et de *La Sorbonne* en particulier peuvent être replacés dans la longue tradition des « espaces » où l'opposition de gauche, que nous avons décrite plus haut, a développé ses idées et recruté, formé et mobilisé ses membres. Les espaces en question étaient des organisations culturelles voire même des institutions scientifiques qui au-delà d'un rôle artistique ou académique public jouaient également un rôle politique et idéologique caché. L'exemple type d'une telle organisation est le *Groupe de Recherche sur la Tradition Orale* (GRTO), créé en 1969 par le Professeur Barthélémy Kotchy sous le nom de *Groupe des Jeunes Chercheurs*, et qui fut rebaptisé en 1972 GRTO sous le commandement de Bernard Zadi Zaourou. Comme je l'ai

décrit ailleurs (Arnaut 2009 à paraître), au cours des années 1970 et 1980, le GRTO fonctionnait à la fois comme institution scientifique et comme centre de formation universitaire qui accueillait également une des nombreuses « cellules » où les professeurs organisaient l'opposition politique et où nombreux étudiants recevaient une éducation idéologique. En termes de niveaux d'échelle, il est clair que le GRTO cherche un point d'ancrage tant au niveau de la base de la culture souvent traditionnelle et rurale qu'au niveau de l'environnement académique local des étudiants. D'un autre côté, le GRTO est lié en tant que « cellule » aux cellules de l'opposition de gauche dans tout le pays et à l'étranger, comme par exemple en France. Ces contacts « politiques » se confondent souvent avec les contacts académiques dans le pays et à l'étranger.

Dans des lieux tels que les *espaces de libre expression*, et certainement à *La Sorbonne*, nous retrouvons également cette structure « laminale » et multiple. Les organisations appelées « sénat », « parlement », « congrès », etc. se définissent comme des espaces de congrégation, de cohabitation physique et d'auto-expression spontanée tout en étalant en même temps un certain profil « scholastique ». Ils se présentent comme des forums d'éducation et des exégèses menées par des soi-disant analystes politiques qui s'octroient souvent le titre de « professeurs ». Ces derniers se livrent à des interprétations séduisantes de l'actualité et affirment pouvoir expliquer les mouvements stratégiques derrière les derniers développements des décisions politiques et militaires (Yao Gnabali 2005:38 ; Bahi 2003 ; Banégas 2007). Bahi (2001:159), par exemple, explique que « les animateurs des « sorbonne(s) » appelés « professeurs » au Plateau, ou « parlementaires » à Yopougon, bénéficient d'un certain prestige [...]. Ce prestige s'explique par la réputation d'intellectuels, « d'éclaireurs du peuple » qu'ils se taillent dans cette culture de rue ».

L'utilisation du terme « Sorbonne(s) » dans cette citation fait référence au fait que le modèle original des centaines d'espaces politiques populaires sont à l'origine de « La Sorbonne » d'Abidjan (Bahi 2004:59). Cette dernière s'est développée au début des années 1980 dans le centre administratif d'Abidjan (le Plateau) où elle a fonctionné à l'image du *Speakers' Corner* londonien. L'opposition à Houphouët-Boigny y a trouvé une « hétérotopie » où ventiler son mécontentement parmi les prophètes, les spécialistes religieux, les guérisseurs herboristes et autres experts et *illuminati* dont la présence est à l'origine du nom de « Sorbonne » – d'après l'université parisienne (Bahi 2003:2-3). Depuis 2000, et plus particulièrement après 2002, *La Sorbonne* d'Abidjan a servi de prototype à de nombreux autres sites d'édification des masses qui sont apparus à Abidjan et ailleurs et qui ont formé les points nodaux des congrégations et de la tutelle des loyalistes, à savoir la *mouvance présidentielle* (Silué s.d. ; Banégas 2007 ; Atchoua 2008).<sup>8</sup>

Une analyse approfondie de diverses échelles de ces diverses « Sorbonnes » n'est pas le sujet de cet article mais j'espère que cette analyse succincte de la stratification convaincra d'autres chercheurs de l'opportunité d'approfondir la question. Pour finir, nous constatons que les *forums* de l'ère Gbagbo ne servent pas seulement de lieux de destination où la propagande politique ou les messages présidentiels accèdent au public de base à travers des processus linéaires, s'écoulant goutte à goutte vers le bas. Le cas des *sorbonnes* d'Abidjan indique la politique nationale et internationale qui fait l'objet d'une réappropriation dans les espaces à une plus petite échelle en la retransformant sous forme de sagesse populaire (« libre expression ») ou de vérité scientifique (« analyse politique ») avant de la « renvoyer » vers les médias nationaux et internationaux.

### Quelques remarques en conclusion

Le cas présenté dans cet article est celui du discours de Grogueh à *La Sorbonne* présenté comme un exemple de politique d'identité et d'utilisation des médias par un acteur important d'un mouvement d'autochtonie. L'introduction des « échelles » comme outil analytique nous permet de percevoir l'autochtonie plus clairement en tant que processus de « glocalisation » de l'État-nation en crise – processus qui comporte la « remontée dans l'échelle » (*upscaling*) vers le global ainsi que la « descente dans l'échelle » (*downscaling*) vers l'individuel et le local.

Le point de départ d'une vue générale de l'autochtonie basée sur l'échelle est qu'à la fin des divers processus de classement (*scaling*), le corps local est relié aux forces, individus et institutions les plus globaux. J'ai essayé de montrer comment, dans le registre des politiques d'identité, ceci se produit par le re-classement (*re-scaling*) de l'allogène. Une telle politique de l'échelle offre aux « autochtones » une compréhension rhétorique d'un réseau mondial d'ennemis qui relie leurs voisins « dioula » à des bases de pouvoirs internationales ou, selon les mots d'Abdulmalik Simone (2001:25), qui « permet aux acteurs locaux de sentir que leurs opérations dans les espaces localisés sont également des conduits vers ou des extensions d'un monde beaucoup plus grand ». La liste de Grogueh a consisté à articuler cette « compréhension » de manière négative mais nous devons savoir que de même qu'elle catalogue une série « d'autres » ennemis glocaux, elle indique des « individus » glocaux alternatifs avec lesquels le peuple ivoirien *peut* positivement s'allier. Ceci devient clair quand nous survolons la géopolitique du régime de Gbagbo.

Au cours de ces dernières années, nous avons pu observer une « multilatéralisation » des relations étrangères à l'écart des « ennemis étrangers » énumérés par Grogueh et vers de nouveaux alliés. Au niveau

régional ouest africain, le régime de Gbagbo a remplacé ou complété ses liens historiques – qui datent du temps de la colonisation – avec le Burkina Faso et le Mali – représentés par les « Dioula », les musulmans, et les « rebelles » dans la liste de Groguehet – en forgeant des liens plus forts avec, entre d'autres, le Libéria et la Guinée. L'éloignement de la France « néo-coloniale » est mis en parallèle avec les efforts de rapprochement avec, par exemple, le Royaume-Uni au sujet duquel un patriote m'expliqua qu'à la différence de la France, le Royaume-Uni avait donné à ses anciennes colonies la liberté de choisir la direction dans laquelle elles voulaient se développer. La multilatéralisation comprend les efforts du régime de Gbagbo pour renforcer les liens économiques avec la Chine et l'Inde, qui sont présentés comme des puissances du monde sans passé impérialiste. Enfin, les attaques rhétoriques contre les « fondamentalistes musulmans » et « les rebelles/terroristes » caractérisent, dans l'option politique du Président Gbagbo, la recherche de meilleurs rapports avec les États-Unis, ou plutôt avec l'administration Bush et son entourage de fondamentalistes chrétiens, ainsi qu'avec Israël. Pendant une causerie informelle à *La Sorbonne*, un patriote compara la Côte d'Ivoire à Israël et expliqua que comme les Ivoiriens, les Israéliens étaient entourés (et menacés) par les musulmans.

Ce petit inventaire des exploits géopolitiques du régime de Gbagbo et leur rationalisation dans la bataille des patriotes contre les « ennemis étrangers », illustre, je pense, la manière dont la répartition interne de la population ivoirienne coïncide avec les efforts de repositionnement géopolitique du pays. Dans la déclaration au sujet de Israël, nous voyons comment les patriotes articulent conjointement la répartition des « Ivoiriens » – l'exclusion des musulmans (c'est-à-dire, des immigrés, des « Dioula », des militants du RDR, etc.) – et rationalisent le repositionnement géopolitique de la Côte d'Ivoire dans son rapprochement avec Israël. En d'autres termes, l'autochtonie ivoirienne forme la base du repositionnement géopolitique de la Côte d'Ivoire dans la répartition de sa propre population en autochtones et allogènes. Cela, cependant, n'est pas un jeu abstrait des catégories dictées comme ci-dessus, mais une pratique biopolitique concrète d'auto-division. L'on peut effectivement « rencontrer » l'autochtone (mais l'on peut tout aussi bien « battre » l'allogène !).

Pour trouver les contreparties de l'allogène « re-classé » (*scaled*), il suffit de descendre simplement dans les lieux de co-présence tels que *La Sorbonne* où la liste de Groguehet a été proclamée. Là, la construction politique du « peuple » est rabaisée dans l'échelle au niveau du corps résistant, de la « libre » expression de l'individu. Dans des lieux comme *La Sorbonne*, le repositionnement géostratégique de la « nouvelle Côte d'Ivoire » est simultanément basés sur les corps visibles et réels localisés à une distance où ils peuvent se voir et s'entendre l'un l'autre, et regroupés sur des lieux



oppositionnels qui, comme nous l'avons vu, disposent d'une longue histoire depuis l'indépendance de la Côte d'Ivoire.

Mais la *Sorbonne* est une « glocalité » s'il en est : par son nom, ses « professeurs », et son « instruction », elle tend vers l'universalité ; par son emplacement, la co-présence des corps résistants et sa libre expression, elle se réclame de la localité absolue. Ainsi, *La Sorbonne* intègre distance et la proximité. C'est ce qui dote le mouvement d'autochtonie ivoirien en apparence autocentrique et fortement lié au territoire d'une dimension transnationale et confère au mouvement patriotique une nouvelle forme d'activisme civique transnational. Malheureusement, dans ce processus, ces mouvements ne localisent pas seulement le « transnational » mais ils réterritorialisent également le « civique ».

### Notes

1. Une première version de ce texte a été présentée à l'atelier « Les médias et le global » convoqué par Dorle Dracklé et Ulf Hannerz à la 8<sup>e</sup> Conférence EASA à Vienne en 2004. Puisque la version originale de ce texte n'a été actualisée que de manière minimale, et parce que la situation en Côte d'Ivoire n'a pas cessé de changer, ce texte montre des signes évidents de vieillesse. Deux des phénomènes récents les plus significatifs qui n'ont pas été traités dans ce texte sont « les grins » (voir Silué N'Tchabétien 2006 ; Thérout-Bénoni and Bahi à paraître ; Atchoua 2008) et les changements de contenu des messages véhiculés par les parlements populaires depuis l'accord de paix de mars 2007. Puisque cet article veut être avant tout programmatique dans sa nature, une mise à jour complète n'a pas semblé nécessaire. Je voudrais remercier Silué N'Tchabétien Oumar, Koné Téhéna, Atchoua N'Guessan Julien, Kouyaté Souleymane et surtout Rockia et Abdoulaye Coulibaly, Gadou Dakouri et Aghi Bahi, ainsi que Lori-Anne Thérout-Bénoni pour leurs encouragements et leur aide. Je tiens également à remercier le VLIR-UOS. Dans le cadre de l'initiative du Sud « Public Spaces and Conflict in Côte d'Ivoire » j'ai pu conduire cet article à bon terme. Pour finir, je remercie Nathalie Delaleuwe et Nadia Danguy pour leur aide à la traduction ainsi que le comité de lecture d'*Afrique et Développement* pour leurs précieux conseils.
2. Dozon (2000:59) écrit : « Autrement dit, loin de disparaître, l'ivoirité s'est aujourd'hui déplacée du pôle akan ou baoulé à un vaste ensemble régional sudiste. ».
3. En se faisant habituellement appeler « patriotes », le mouvement pro-Gbagbo semble avoir gagné la bataille pour le terme « patriote » dans laquelle également les militaires insurgés et certaines organisations de la société civile contre Gbagbo sont/étaient impliqués. Le premier et le plus grand groupe rebelle est le *Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire* (MPCI) qui, avec deux autres groupes plus petits, forme maintenant la coalition *des Forces Nouvelles*. Un groupe de médiateurs qui essaye de relancer le débat politique et d'ouvrir

- l'impasse entre les « patriotes » pro-Gbagbo et les « patriotes » rebelles s'appelle lui-même *la Coalition Patriotique pour la Renaissance et contre l'Impunité* (CPRI).
4. En 1984, Gbagbo (sous le pseudonyme de N'Zembele) écrit au sujet de Houphouët-Boigny qu'il « sert d'écran entre les Ivoiriens et les vrais exploiters qui habitent la plupart du temps en France » (N'Zembele 1984:77). Dans le domaine politique, Amondji (1984:230) observe comment « derrière le masque de F. Houphouët, les agents de l'impérialisme régissent directement et dans les petits détails ».
  5. C'était en grande partie dû au fait qu'un nombre d'anciens anti-Houphouëtistes, comme Bernard Zadi Zaourou, Niangoranh Porquet, Jean-Marie Adiaffi et Niangoran-Bouah, avaient choisi en 1993 le camp de Bédié (voir Arnaut 2009 à paraître).
  6. Comme je l'explique ailleurs (Arnaut 2009 à paraître), l'écrivain et dramaturge Niangoranh Porquet donne de la consistance au terme « Ivoirité » dans un poème épique de 1994 qui décrit le combat entre les autochtones d'un côté et la bourgeoisie qui opère pour le compte des capitalistes étrangers de l'autre. Les « étrangers locaux » sont décrites par Niangoranh Porquet alternativement comme des « faux nationaux », « les mercenaires incurables, [...] les réfugiés (*apatriés*), [...] les menteurs, [et] les renégats » (Niangoranh Porquet 1994:48) ou encore – dans une langue imaginaire qui évoque celle de Groguehet – « les domestiques de l'impérialisme [et] les esclaves du néo-colonialisme » (ibid.:29).
  7. Charles Groguehet est décédé le 13 juin 2008. Depuis la fin de 2003, il avait été remplacé à la tête du GPP par Touré Moussa Zéguen.
  8. Yao Gnabeli (2005:39) illustre comment ces « Sorbonnes » tiennent à leur caractère scholastique en recourant à des métaphores telles que « université » où les « sorbonnards » se décrivent de la manière suivante : « les orateurs des sorbonnes des quartiers d'Abidjan emploient ici un langage destiné à convaincre du « sérieux » avec lequel ils transmettent leurs connaissances : préparations des « cours » à l'avance, recherches, lectures complémentaires, etc. à l'image des universitaires. »

## Références

- Alonso, A. M., 1994, 'The Politics of Space, Time and Substance : State Formation, Nationalism and Ethnicity', *Annual Review of Anthropology*, 23:379-405.
- Amin, A., 1997, 'Placing Globalization', *Theory, Culture and Society*, 14 (2): 123-137.
- Amin, S., 1967, *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*. Paris : Éditions du Minuit.
- Amondji, M., 1984, *Félix Houphouët et la Côte d'Ivoire : l'envers d'une légende*. Paris : Karthala.
- Appadurai, A., 1996, *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

- Appadurai, A., 1999, 'Dead Certainty: Ethnic Violence in the Era of Globalization' in: B. Meyer and P. Geschiere (eds.), *Globalization and Identity*, pp 305-325. Oxford: Blackwell.
- Appadurai, A., 2006, *Fear of Small Numbers: An Essay on the Geography of Anger*. Durham and London: Duke University Press.
- Arnaut, K., 2004a, 'Autochthony and the Postnational Imagination in Côte d'Ivoire (1901-2003)', in: K. Arnaut, *Performing Displacements and Rephrasing Attachments: Ethnographic Explorations of Mobility in Art, Ritual, Media, and Politics* (thèse de doctorat, Université de Gand, septembre 2004).
- Arnaut, K., 2004b, 'Re-generating the Nation: Youth, Revolution and the Politics of History in Côte d'Ivoire', in: J. Abbink and I. van Kessel (eds.) *Vanguard or Vandals: Youth, Politics and Conflict in Africa*, pp. 110-142. Leyde: Brill.
- Arnaut, K., 2004c, "'Out of the Race": The Poiesis of Genocide in Mass Media Discourses in Côte d'Ivoire', in: G. Baumann and A. Gingrich (eds.) *Grammars of Identity/Alterity: A Structural Approach*, pp. 112-141. Londres: Berghahn.
- Arnaut, K., 2005, 'Our Baka Brothers Obviously Do Not Speak French': Siting and Scaling Physical/Discursive 'Movements' in Post-colonial Belgium', *Language and Communication*, 25/3 : 217-235.
- Arnaut, K., 2009 (à paraître), « Les hommes de terrain : Georges Niangoran-Bouah et les universitaires de l'autochtonie dans la Côte d'Ivoire postcoloniale », *Politique Africaine*, 112.
- Arnaut, K. and Blommaert, J., 2008, 'Chthonic science: Georges Niangoran-Bouah and the Anthropology of Belonging in Côte d'Ivoire', *American Ethnologist*.
- Atchoua, N. J., 2008, Discours politique et dynamique de communication dans les espaces publics ivoiriens : l'exemple des « agoras et parlements » et des « grins » des quartiers populaires d'Abidjan. Thèse unique de doctorat en Communication, Université de Cocody, Abidjan.
- Bahi, A., 2001, « L'Effet 'titrologue' : étude exploratoire dans les espaces de discussion de rues d'Abidjan », *En Quête*, 8: 129-167.
- Bahi, A., 2003, « La « Sorbonne » d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public », *Revue Africaine de Sociologie*, 7 (1): 1-17.
- Bahi, A., 2004, « Approche sémio-contextuelle des communications dans les forums populaires d'Abidjan », *Revue Ivoirienne d'Anthropologie et de Sociologie*, Kasa Bya Kasa, 5: 52-72.
- Banégas, R., 2006, 'Côte d'Ivoire: Patriotism, Ethnonationalism and other African Modes of Self-Writing', *African Affairs* 105 (421): 535-552.
- Banégas, R., 2007, « Côte d'Ivoire: les jeunes "se lèvent en hommes". Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan ». *Les Études du CERI*, 137. Paris: Sciences Po.
- Baumann, G., 2004, 'Grammars of Identity/Alterity: A Structural Approach', in: Baumann and Gingrich (eds.), *Grammars of Identity/Alterity: A Structural Approach*. New York: Berghahn Books.
- Bayart, J.-F., Geschiere, P. and Nyamnjoh, F., 2001, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique Internationale*, 10: 177-194.

- Brenner, N., 1997, 'Global, Fragmented, Hierarchical: Henri Lefebvre's Geographies of Globalization', *Public Culture*, 24: 135-167.
- Ceuppens, B. and Geschiere, P., 2005, 'Autochthony: Local or Global? New Modes in the Struggle Over Citizenship in Africa and Europe', *Annual Review of Anthropology* 34: 385-407.
- Chauveau, J.-P. and Bobo, S., 2003, « La situation de guerre dans l'arène villageoise. Un exemple dans le Centre-Ouest ivoirien », *Politique Africaine* 89: 12-32.
- Comaroff, J. and Comaroff, J., 2001, 'Naturing the Nation: Aliens, Apocalypse, and the Postcolonial State', *Social Identities*, 7(2): 233-265.
- Corsín Jimenez, A., 2003, 'On Space as a Capacity', *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 9 (1): 137-153.
- Crehan, K., 1997, *The Fractured Community: Landscapes of Power and Gender on Rural Zambia*, Berkeley: University of California Press.
- Dozon, J.-P., 2000, « La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethnonationalisme », *Politique Africaine* 78: 45-62.
- Dozon, J.-P., 2001, 'Post-Prophetism and Post-Houphouëtism in Ivory Coast', *Social Compass* 48 (3): 369-385.
- Gbagbo, L., 1983, *Côte d'Ivoire, pour une alternative démocratique*, Paris : L'Harmattan.
- Geschiere, P. and Gugler, J., 1998, 'The Urban-Rural Connection: Changing Issues of Belonging and Identification', *Africa*, 68 (3): 309-319.
- Geschiere, P. and Meyer, B., 1999, 'Introduction', in P. Geschiere and B. Meyer (eds.), *Globalization and Identity: Dialectics of Flow and Closure*, pp. 1-14, Oxford: Blackwell.
- Hall, S., 1990, 'Cultural Identity and Diaspora', in: J. Rutherford (ed.) *Identity, Community, Culture, Difference*, pp. 222-237. Londres: Lawrence and Wishart.
- Howitt, R., 2000, 'Scale and the other: Embodiment, Emplacement and Infinity.' [<http://www.es.mq.edu.au/~rhowitt/SCALE/HOMES.HTM>; 12/07/2004].
- Koulibaly, M., 2003, « Gangstérisme international d'État », in: M., Koulibaly (ed.), *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, pp. 1-9, Abidjan: La Refondation.
- Li, T. M., 2000, 'Articulating Indigenous Identity in Indonesia: Resource Politics and the Tribal Slot', *Comparative Studies in Society and History*, 42 (1): 149-179.
- Marie, A., 2002, « Une anthropo-logique communautaire à l'épreuve de la mondialisation: de la relation de dette à la lutte sociale (l'exemple ivoirien) », *Cahiers d'Études africaines*, 166, 42 (2): 207-255.
- Marshall-Fratani, R., 2006, 'The War of "Who Is Who": Autochthony, Nationalism, and Citizenship in the Ivoirian Crisis', *African Studies Review*, 49 (2): 9-43.
- Marston, S., 2000, 'The Social Construction of Scale', *Progress in Human Geography*, 24 (2): 219-242.
- Massey, D., 1992, 'Politics and Space/Time', *New Left Review*, 196: 65-84.
- Massey, D., 1999, 'Imagining globalization: Power-geometric of Time-space', in: D. Massey, *Power-Geometries and the Politics of Space-Time* (Hettner-Lecture 1998), pp. 9-26. University of Heidelberg: Department of Geography.

- Mbembe, A. 2000, « A propos des écritures africaines de soi », *Politique Africaine*, 77: 16-43.
- Mbembe, A., 2001, 'Ways of Seeing: Beyond the New Nativism. Introduction', *African Studies Review*, 44 (2): 1-14.
- Niangoran-Bouah, G., 1996, « Les fondements socio-culturels de l'Ivoirité », in : S. Touré (ed.), *L'Ivoirité ou l'esprit du nouveau contrat social du Président Henri Konan Bédié*, pp. 39-51. Abidjan : Presses Universitaires de Côte d'Ivoire.
- Niangoranh Porquet, D., 1994, *Masquairides – Balanfonides (Griotorique)*. Abidjan : Le Qualitorium.
- Nielsen, A. H. and K. Simonsen, 2003, 'Scaling from "Below": Practices, Strategies and Urban Spaces', *European Planning Studies*, 11 (8): 911-927.
- Silué N'Tchabétien, O., 2006, *Médiatisation des idéologies politiques dans les espaces de discussions de rue : le cas du discours politique sur l'identité nationale au cours des audiences foraines de 2006*. Contribution au Projet « Conflits en Côte d'Ivoire: dynamique et représentations ». Abidjan : CERAP/IDDH.
- Simone, A., 2001, 'On the Worldling of African Cities', *African Studies Review*, 44 (2): 15-41.
- Stolcke, V., 1995, 'Talking Culture: New Boundaries, New Rhetorics of Exclusion in Europe', *Current Anthropology*, 36 (1): 1-24.
- Swyngedouw, E., 1992, 'Territorial Organization and the Space/Technology Nexus', *Transactions of the Institute of British Geographers* (n.s.), 17: 417-433.
- Swyngedouw, E., 1997, 'Neither Global nor Local: 'Globalization' and the Politics of Scale', in: K. Cox (ed.), *Spaces of Globalization, Reasserting the Power of the Local*, pp. 137-166. New York: Guildford Press.
- Théroux-Bénoni, L-A. et Bahi, A., 2008, « À propos du rôle des médias dans le conflit ivoirien », in J-B. Ouédraogo & E. Sall (eds.), *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, Dakar : CODESRIA.
- Uitermark, J., 2002, 'Re-scaling, Scale Fragmentation and the Regulation of Antagonistic Relationships', *Progress in Human Geography*, 26/6:743-765.
- Yao Gnabeli, R., 2005, « Reconstruction identitaire chez les orateurs des Sorbonnes, Sénats et Parlements des quartiers d'Abidjan », *Revue Ivoirienne d'Anthropologie et de Sociologie, Kasa Bya Kasa*, 7: 33-45.